

DE L'IMPUISSANCE À LA TOUTE PUISSANCE
L'ÉTAT ET LA TRANSITION ÉCONOMIQUE 1989-1994

Kåre Dahl Martinsen

Dans cet article, il est question du sort des entreprises d'état au cours de la phase de transition de l'économie planifiée à celle de marché. Le gouvernement en place a annoncé que la fin du contrôle d'état sur les entreprises était l'un de ses moyens principaux pour effectuer la transition. Pour mettre cela à exécution, une privatisation sous forme de «coupons» a été menée à grande échelle. On doit apprécier cette méthode plus pour ses mérites politiques qui a permis de créer un soutien populaire à ces réformes, bien que économiquement elle n'a pas abouti, comme on l'avait souhaité, à l'introduction de droits de propriété clairement délimités. Ce qui s'est passé en réalité, c'est que les entreprises sont passées du contrôle direct de l'état à celui des banques commerciales. Cela n'est pas tout à fait l'équivalent d'une privatisation car l'état garde le contrôle de la majorité des actions de ces banques. De plus, un nombre considérable d'actions sont encore sous l'administration du Fonds de la propriété nationale qui appartient à l'état. Dans certains cas, cela est dû aux problèmes de la vente des actions mais la raison cependant semble être plutôt que le gouvernement désire garder sous son contrôle ces entreprises aussi longtemps que possible en raison de leur importance

économique. La propriété d'état au travers des banques commerciales n'est pas critiquée ici parce qu'elle ne répond au but visé au départ. Elle l'est plutôt en raison du fait que le gouvernement n'a pas de stratégie en ce qui concerne la propriété d'état de même que la différence qu'il y a entre l'action rhétorique gouvernementale et l'action gouvernementale. Récemment des signes sont apparus indiquant un changement dans la manière dont le gouvernement gère son rôle en tant que propriétaire, qui passe de celui de spectateur passif à celui d'exercer ses droits de propriété plus activement.